

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

**TRAVAILLEURS
FRANÇAIS-IMMIGRES
TOUS UNIS CONTRE
LES MESURES STOLERU
TOUS A LA MANIFESTATION
SAMEDI 19 NOVEMBRE
14h METRO BARBES**

Comité de coordination des foyers Sonacotra - MTA - CTA Algérie - AGEA - Org. Travailleurs tunisiens - UTTT - Révo. Afrique - STM - ASSEF - Terras de Espana - Aydinlik - GRS - PCR (ml) - Humanité rouge - UCF (ml) - OCT - PCI - LCR - OCF (ml) - CUPF - OCP - CPROV.

Tracts et affiches unitaires sont à prendre au local des expéditions dès le lundi 14 novembre.

Klaus Croissant extradé

ILS ONT OSE !

Klaus Croissant a été extradé mercredi soir. Après les deux arrêts de la Chambre d'accusation dont le premier donnait un avis favorable à la demande d'extradition, et malgré le pourvoi en cassation, et la saisie du Conseil d'Etat par les défenseurs de l'avocat allemand, le gouvernement prenait un décret d'extradition dans la soirée. A 20 h 45, Klaus Croissant quittait dans une voiture la prison de la Santé. De là, il était conduit à un aéroport désaffecté de Coulommiers et était emmené à la frontière allemande en avion. Il était livré aux autorités allemandes à 1 h 15 le jeudi 17 novembre.

Ainsi donc, le gouvernement français, en violation de ses propres lois, de sa propre jurisprudence, concernant l'extradition, après une parodie de justice, a effectué un véritable coup de force en refusant les recours

des défenseurs de Croissant contre la décision d'extradition: le gouvernement français s'est couvert d'ignominie. En livrant Croissant à la police, à la justice, aux lois scélérates allemandes le gouvernement français s'est rendu complice de la répression qui règne en Allemagne, complice de la campagne hystérique déclenchée par le gouvernement allemand, les partis bourgeois, la presse pourrie contre certaines libertés démocratiques, contre le simple et élémentaire droit à la défense. Il a ainsi cautionné l'emprisonnement de 70 avocats allemands, les interdictions professionnelles contre des milliers de travailleurs en Allemagne.

Jusqu'au dernier moment, des protestations et des manifestations auront eu lieu. Le SGEN-CFDT de l'académie de Rouen dans un communiqué de presse protestait le 16 contre

la menace d'extradition. A Grenoble, un meeting a eu lieu mardi soir à l'appel de nombreuses organisations dont l'Humanité rouge, le PCR (ml), le syndicat des avocats de France, le comité Malville, la LCR, l'OCT, le PSU, etc.

Mardi soir, une manifestation réunissant plusieurs milliers de personnes avait eu lieu à Paris. Tôt dans la nuit de mercredi, la section CFDT de l'agence nationale pour l'emploi exigeait dans un communiqué, le droit d'asile et le refus de l'extradition. Dans la matinée, le «collectif travailleurs justice» et le Conseil de l'Université de Paris 7 protestaient à leur tour.

De nombreux avocats ont vigoureusement protesté et manifesté également. Vers 13 h 30 une centaine d'entre eux se réunissait à l'appel du mouvement d'action judiciaire dans la grande cour du palais de justice de Paris.

Malgré la police qui les en empêchait, ils parvenaient à pénétrer dans le palais et manifestaient longtemps devant la chambre d'accusation.

Des manifestations eurent lieu après le jugement devant le ministère de la justice, devant la prison de la Santé. Des heurts se sont produits avec les policiers.

(Suite page 3)



Au palais de justice, des manifestants crient leur indignation à l'annonce du verdict d'extradition.

A FR3 MERCREDI SOIR

Le PCR (m-l) combat la gauche comme la droite

Dans la première partie de son passage à la télévision, le PCR (ml) a clairement dénoncé la nature et les projets du PS et du PCF.

Parlant du PS, il a rappelé que c'est de longue date un gérant loyal du capital: «qui en 1947, a envoyé tirer contre les mineurs en grève, c'est bien le socialiste Jules Moch; qui a demandé les pouvoirs spéciaux pour exercer une répression féroce contre le peuple algérien en lutte, c'est bien le socialiste Guy Mollet...» A propos du PC,

qu'il a servi de marche pied en 1972, il a montré qu'il «défend les intérêts de la bourgeoisie dans la classe ouvrière» et a son propre projet de capitalisme d'Etat. «Si Marchais veut nationaliser, a-t-il déclaré, c'est pour être sûr de disposer des leviers de commande dans les entreprises».

Il a ensuite évoqué les perspectives d'après 1978 «élections qui ne peuvent amener de changement véritable». Il a été amené notamment à parler de l'éventualité d'une «sorte de putsch du PCF» pour réaliser son projet politique risquant

d'amener un nouveau Chili du fait de la réaction de la «droite Chiracienne». Mais au-delà de ces perspectives bien sombres pour les travailleurs, quel est le projet du PCR (ml) lui-même et quelles sont ses propositions? Ce qu'il veut en substance, c'est rassembler les travailleurs prêts à lutter sur une base revendicative, édifier un front basé sur la lutte économique. Il sous-estime zinsi à notre avis, le courant anticapitaliste et antirévionniste qui se développe dans la classe ouvrière. Quant à sa

participation aux élections, le PCR entend présenter outre ses propres candidats, des candidatures communes «représentatives du mouvement de masse». Là encore, un point est laissé dans l'ombre: avec quelles forces politiques le PCR entend-il éventuellement passer des alliances. Pour nous, il est hors de doute que seule l'unité des marxistes-léninistes est propre à construire comme le désire le PCR (ml) «une force politique indépendante des partis bourgeois de droite et de gauche».

Contacts Sadat-Begin Le problème du Proche-Orient reste entier

Jeudi, l'invitation officielle de Begin sera transmise à Sadate par l'intermédiaire de l'ambassade des États-Unis. Ce fait est présenté, comme dans toute la presse, étant un événement fondamental. L'Égypte, qui s'est débarrassée de l'emprise du social-impérialisme russe a dû faire face à ses difficultés économiques, et s'est alors tournée vers l'impérialisme américain. Ce dernier voit là un moyen de développer sérieusement son influence au Moyen Orient et pas seulement en soutenant Israël. On retrouve toujours le jeu des deux superpuissances qui agissent pour leurs propres intérêts. Cela ne va pas sans concessions de la part de l'Égypte.

On ne peut savoir quel aboutissement aura cette éventuelle rencontre mais d'ores et déjà, on peut apercevoir des conséquences. À savoir le danger d'une division du monde arabe. Certains maires cisjordanais, l'Irak et la Lybie, ont déjà pris position pour

condamner cette rencontre.

En Israël, les sionistes crient victoire. Ils espèrent pouvoir résoudre d'un trait de plume la lutte menée par le peuple palestinien.

Mais de toute façon, cette entrevue ne réglerait en rien le problème fondamental du Proche-Orient qui est la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien.

Begin s'est déclaré prêt à rencontrer tous les dirigeants des pays arabes voisins mais refuse tout rapport avec les Palestiniens.

Ce n'est pas non plus la Conférence de Genève qui sera décisive. A ce sujet, Abou Mazem, membre du Comité Central d'El Fatah a affirmé que les «Palestiniens n'iront à Genève que s'ils y trouvent de quoi les (les droits palestiniens) satisfaire, autrement, ils continueront la lutte car ils n'ont rien à perdre». Il a ajouté que «la révolution palestinienne, continuera de porter les armes que la Conférence Genève se réunisse ou non».



Télévision

UN FILM A VOIR

Samedi 19 sur FR3, 20H30

«Un été albigeois»

Jean-François Delassus avait demandé à Edmond Maire de raconter dans le cadre de l'émission «Les samedis de l'histoire», l'histoire d'un grand personnage. Le dirigeant confédéral de la CFDT a choisi de raconter une autre histoire, celle d'une grande grève dans une verrerie à Carmaux en 1895. Certes, ce n'est pas sans arrière-pensée puisqu'il a déclaré dans une interview à Télérama : «Quand nous parlons aujourd'hui d'autogestion, c'est un projet de la même lignée, enrichi par un siècle d'expérience, voilà tout».

Quelle est en fait, l'histoire de cette grève qu'Edmond Maire veut ainsi s'approprier. Le 31 juillet 1895, deux délégués syndicaux sont licenciés pour s'être faits remplacer afin d'assister au congrès de leur fédération. Les 1 200 ouvriers de cette verrerie située à Carmaux, dans le Tarn, à 15 km d'Albi, se mettent en grève, suivis par ceux de la verrerie du Bousquet d'Orb.

Tandis que le préfet du Tarn envoie des flics en grand nombre à Carmaux, Jaurès, député de la circonscription, s'évertue à jouer le «monsieur bons-offices». Mais le 7 août,

le patron lock-out les ouvriers ; le 14 il fait connaître ses conditions : le réembauchage aura lieu, mais les salaires seront diminués et les «meneurs» licenciés. Les ouvriers refusent et une immense solidarité se développe à travers tout le pays si bien que la grève se poursuivra jusqu'au 23 novembre. Les ouvriers pensent alors pouvoir s'en tirer en fondant grâce à cette solidarité une coopérative ouvrière. Celle-ci, qui existe d'ailleurs toujours, s'est bien sûr rapidement transformée dans le cadre du système en entreprise capitaliste où les travailleurs

sont exploités. Ainsi, en 1921, il y a eu quatre mois de grève et en 1924, des débrayages contre leur employeur, la CGT réformiste de l'époque. Il est trop rare de voir passer à la télévision des films retraçant les luttes ouvrières pour qu'on rate celui-là. Par ailleurs, il soulève des questions liées aux préoccupations de bien des travailleurs en lutte, notamment les LIP. Et en définitive, loin d'apporter des arguments en faveur de l'autogestion, il montre plutôt que la solution aux problèmes des travailleurs ne réside jamais dans l'intégration au système capitaliste.

Dimanche 20 sur TF1, 22h

«L'Afrique convoitée»

Cette troisième émission d'une série de quatre consacrée à l'Afrique traitera des luttes qui opposent en Afrique Australe les peuples au colonialisme et au régime d'apartheid. Ces luttes sont largement soutenues par les autres peuples et pays d'Afrique qui poursuivent eux-mêmes la lutte contre le néo-colonialisme, pour consolider leur indépendance

politique et économique. On entendra ainsi sûrement un certain nombre de commentaires et de déclarations intéressantes, telle celle du président tanzanien Nyerere «Les riches, dit-il, ne cèdent qu'à la pression. On n'obtient rien par des sermons. Il faut menacer. Les pays riches vont devoir supporter cela... menaces et négociations vont se succéder...»

Mardi 22 sur TF1, 22h30

«Au bout du petit matin: Aimé Césaire»

Cette émission retrace le portrait d'Aimé Césaire, Martiniquais, député maire de Fort-de-France depuis 1945. Elle pourra intéresser ceux qui voudraient notamment mieux connaître le mouvement prônant la négritude dans lequel Césaire a joué un rôle important.

Certes, cet intellectuel s'est arrêté en chemin dans la lutte contre le colonialisme. Alors que l'idée de l'indépendance grandit en Martinique, il est l'un des

représentants d'une autonomie «au sein de la France». Mais à l'époque, le mouvement qu'il a animé a joué un rôle positif dans l'affirmation par les Africains et les Noirs colonisés de leur identité. Si Césaire s'est finalement rangé du côté du colonialisme de nombreux Africains ont emprunté un chemin identique à celui qu'il a suivi au début pour devenir ensuite des anticolonialistes et des anti-impérialistes conséquents.



● Afrique du Sud

Les racistes paniquent

Six jeunes noirs ont été blessés par balles par la police mardi après midi dans la cité africaine de Langa, près du CAP. La police avait encerclé la cité pour rechercher tous les jeunes «en situation irrégulière». Plus d'un millier de jeunes ont manifesté contre cette provocation. La police a ouvert le feu pour disperser la manifestation. Six jeunes noirs furent atteints par les balles selon les statistiques officielles ; on peut penser que la répression fut encore plus féroce.

Alors que le gouvernement continue de réprimer, de tirer sur les manifestants se déroule l'enquête sur la mort de Steve Biko, mort en prison le 12 septembre 1977. Le rapport d'autopsie, présenté lundi au cours de l'enquête a précisé que Steve Biko a succombé à un traumatisme cérébral provoqué par des blessures au crâne et qu'il portait également des traces de contusion sur la partie gauche de la cage thoracique. Bien sûr les policiers et gardes ont tous déclaré qu'ils ignoraient l'origine de ces blessures.

Au premier jour de l'enquête, fut interrogé l'officier qui a conduit tous les interrogatoires de Steve Biko, le major Snyman. Ce dernier a déclaré que Steve Biko était agressif envers les policiers qu'il menaçait de sa chaise. Mais ce mensonge ne suffisait

pas. Cet individu a dit que Steve Biko avait toujours une «expression sauvage» dans les yeux et qu'il ne

après un interrogatoire plus poussé de l'avocat de la famille Biko, cet individu a admis qu'il était «possible» que Steve Biko

ne se soit pas cogné finalement.

Dans les rangs des racistes, c'est la panique et ils n'ont rien trouvé pour justifier leur crime. Pourtant rien ne fut laissé au hasard. Des témoignages recueillis auprès de «complices» de Steve Biko, témoignages qui étaient présentés comme étant recueillis au moment même de son interrogatoire. Mais voilà, ces témoignages portaient en fait une date ultérieure à celle de la mort de Steve Biko.

L'avocat a profité de cette enquête pour dénoncer les conditions de détention. Steve Biko était gardé nu dans sa cellule et il n'avait pas le droit d'avoir de l'eau et du savon et il n'avait pour vivre que du pain.

Dans les camps des racistes, on ne sait plus que faire pour que soit préservée une image de justice dans ce pays où on se fait matraquer, blesser, emprisonner, tuer, chaque jour.



Des milliers à crier leur révolte !

pouvait plus parler de façon cohérente. Mais cela, même pour une parodie d'enquête, ce n'était pas suffisant. Alors le deuxième jour, ce même individu a déclaré qu'au cours d'un interrogatoire, Steve Biko s'était attaqué à ses gardiens armés et que les gardiens ont donc voulu le «maltriser» et que c'est au cours de cette bagarre que Steve Biko s'est cogné la tête contre les murs. Mais

● Carillo aux USA

Traité de jaune par les travailleurs

Comme prévu, Carillo, dirigeant du parti révisionniste espagnol, est arrivé aux Etats-Unis dans le but de faire différentes conférences dans les universités. La première est celle de Yale dans le Connecticut. Manque de chance pour Carillo, le personnel de cette université, employés du restaurant et femmes de ménage était en grève

Ces travailleurs se sont mis en grève pour revendiquer des augmentations de salaires et ils avaient écrit, il

y a maintenant plus de quinze jours à Carillo, pour qu'il remette sa visite.

Carillo est venu faire sa conférence de presse et a déclaré qu'il remerciait les Etats-Unis de «permettre à un communiste tel que lui de se rendre dans le pays estimant qu'une grève ne devrait pas empêcher un leader communiste espagnol de parler aux Etats-Unis». Les travailleurs en grève n'ont pas du tout apprécié la façon de voir les choses de Carillo qui fut interrompu à diverses reprises par les grévistes qui le traitèrent de «jaune». Le leader syndicaliste de la grève a refusé de rencontrer Carillo et a déclaré : «Il est curieux de voir un communiste se mettre au lit avec l'université de Yale pendant que les travailleurs sont en grève».

Carillo poursuit son chemin, les conférences se succèdent où il défend ses thèses révisionnistes dont les travailleurs ont pu juger rapidement de leur mise en pratique.

● Canaries

Lundi soir, un millier de personnes ont manifesté à Las Palmas aux Canaries en faveur du peuple saharoui. La manifestation avait été interdite par les autorités. «Le peuple des Iles Canaries avec le Front Polisario» était le slogan qui était le plus souvent repris.

● USA

Violente manifestation contre le Chah d'Iran

Après Paris où il a effectué le week-end dernier une brève et discrète visite, le Chah d'Iran était ces jours-ci l'hôte de la Maison blanche avec laquelle il continue d'entretenir des relations privilégiées, notamment sur le plan de son approvisionnement en armement. Des relations privilégiées mais pas exclusives puisqu'il a signé, il y a un an un contrat de près de cinq cents millions de dollars avec l'URSS, portant sur la livraison de matériel militaire sophistiqué. Ce délicat jeu d'équilibre entre les superpuissances est utilisé par l'Iran pour obtenir d'elles un certain nombre d'avantages sans devenir l'otage exclusif de l'une d'elles. Ce qui ne va pas toutefois sans un certain nombre de concessions de la bourgeoisie iranienne envers les exigences de l'une ou de l'autre des deux superpuissances et l'écrasement des aspirations fondamentales du peuple iranien à l'indépendance véritable, à la terre, au pain et à la liberté. La répression féroce qui

s'abat sur tous les opposants démocratiques et révolutionnaires au régime de Téhéran, a contraint des milliers d'Iraniens à l'exil.

Ceux qui vivent actuellement aux USA, appuyés par des progressistes américains, ont sérieusement perturbé mardi la cérémonie d'accueil du Chah à la Maison Blanche.

Plus de 10 000 manifestants avaient réussi à s'approcher des grilles de la Maison Blanche et se sont violemment heurtés aux charges de la police montée et au tir de barrage de grenades lacrymogènes.

82 personnes, dont 20 policiers, ont été blessés au cours de ces affrontements. 57 d'entre eux ont dû être hospitalisés.

C'est là la manifestation la plus importante que Washington ait connue depuis la guerre du Vietnam.

Au même moment, des heurts entre des étudiants et la police se produisaient à Téhéran, autour de l'université technique «Aryamehr», les manifestants protestaient contre les exécutions des prisonniers politiques en Iran.

BROCHURE ZAIRE
POUR SUIVRE FERMEMENT LA LUTTE
CONTRE LE SOCIAL IMPERIALISME
ET SES LAQUAIS

Cette brochure écrite par des communistes marxistes-léninistes zairois est éditée par l'APN. Passez vos commandes et payez à l'ordre de APN - BP 279 Paris Cédex 18.

Législatives

MITTERRAND ET CHIRAC
A L'OFFENSIVEMITTERRAND AUX PARLEMENTAIRES
DU PS

«Ne vous souciez pas du PCF»

«Cessez de vous perdre en conjectures sur ce que va faire le parti communiste. Nous, les socialistes, nous n'avons pas renoncé à battre la majorité. Le parti communiste fera ce qu'il voudra, mais cessons de nous poser des questions à son sujet. (...) Il faut donner la priorité à l'action et à la mobilisation du parti socialiste». Voilà ce qu'a déclaré Mitterrand aux parlementaires du PS réunis mardi pour discuter de la préparation des législatives.

Ce que nous avons décrit il y a quelques jours, à savoir que Mitterrand lance depuis la semaine dernière une offensive contre le PCF, se confirme donc clairement. Après avoir longtemps expliqué, sur le ton de la justification, «nous ne vivons pas à droite», le PS prépare maintenant sa propre campagne électorale et sans le PCF.

Outre l'orientation don-

née par Mitterrand mardi, on a vu aussi le PS préciser (si l'on peut dire) ses positions par rapport au nucléaire, tandis que le week-end prochain, il fixera sa politique de la défense nationale. On a vu aussi Mitterrand réduire la minorité au silence (le CERES de Chevènement) condamnée à signer un texte unanime lors de la dernière convention nationale du PS.

Mitterrand a par exemple déclaré mardi : «Il faut maintenant tourner la page. IL faut montrer que le PS est assez grand pour gagner le premier tour des élections législatives. A partir de là, tout est possible».

Fort d'un sondage* qui lui donne 32 % des voix contre 20 % au PCF, le parti de Mitterrand semble appliquer la politique que Defferre avait définie clairement dans une interview à Paris-Match au lendemain de la rupture de la gauche : le

PS avance seul vers la campagne, le PCF sera bien obligé de suivre, sinon...

C'est en spéculant sur un refus du PCF de se rallier au PS une nouvelle fois, que dans la majorité, giscardiens et centristes font des

appels du pied à Mitterrand...

*Sondage «Démoscopes» du novembre PS : 32 % des voix. Les radicaux de gauche étant comptés avec le PS, cela fait 52 % pour la gauche.

Majorité actuelle : 44 %. Ce sondage ne donne que 4 % aux écologistes.

CHIRAC AUX MINISTRES RPR

«Non au pilotage à vue de Barre»

En juillet dernier, Giscard avait annoncé la mise en œuvre d'un programme d'action gouvernemental: Barre a été chargé de réunir les ministres pour mettre en place ce programme d'action.

Il n'est rien sorti de la première journée de travail des ministres, mardi. Rien, sauf le constat de nouveaux affrontements entre Chirac et Barre.

Ici, c'est Chirac qui est maintenant à l'offensive. Il refuse la «politique de pilotage à vue dans le brouillard»... avec Barre à la barre. Chirac profite de toutes les fautes de la politique de Barre (et il y en a !) pour proposer une «autre» politique. Il se fait le défenseur des petits commerçants contre Barre. Un ministre RPR critique à l'Assemblée la politique gouvernementale par rapport à la télévision, la division en sociétés rivales par exemple, alors que c'est le Premier ministre Chirac qui avait à l'époque, proposé ce projet au Parlement...

Le budget militaire du gouvernement Barre préconise le rétrécissement des crédits pour la défense nucléaire, notamment la suppression du 6e sous-marin nucléaire lanceur d'engins. Se disant, fidèles à la politi-

que gaulliste d'indépendance nationale, les gaullistes pourraient très bien ne pas voter ce point du budget ou émettre des réserves.

Les élections approchant, Barre s'est remis à rencontrer les anciens colons d'Algérie rapatriés en France et insatisfaits des indemnités reçues et de l'accueil gouvernemental. Chirac en profite là encore pour faire de la surenchère.

Les parlements des pays membres du Front monétaire international auront bientôt à ratifier ou à refuser une décision prise à la Jamaïque en 1977 : l'institution d'un taux de change flottant, au fil de l'évolution de la crise et de l'inflation. Barre propose de ratifier, puisque de toute façon les autres pays appliqueront ce principe. Les gaullistes soulignent que cela porte atteinte au principe de l'étalon-or, à la parité fixe des monnaies, à la stabilité du franc, autant de principes gaullistes disent-ils. Et ils partent en guerre pour la défense du franc.

Comme on le voit, tout est bon pour Chirac quand il s'agit de mettre Giscard-Barre en difficulté. Chirac voudrait être Premier ministre à la place du Premier ministre, ou peut-être plus...



60 millions pour décembre

Des camarades postiers de Paris nous écrivent que, dans la situation politique actuelle (avec la rupture de l'Union de la gauche), il est plus important que jamais d'expliquer les perspectives proposées par les marxistes-léninistes et que :

Faire avancer ces idées, nos idées, faire connaître et soutenir financièrement notre quotidien n'est pas chose facile pour les militants marxistes-léninistes !

Pour essayer de trouver réponse à ces questions, fin octobre (et avec deux affiches du rassemblement national du 6 novembre) nous avons organisé une table de presse à l'entrée de centres de tri postaux de Paris, accompagnée d'une distribution de tracts.

Sur cette table, le personnel pouvait y trouver :

- des classiques du marxisme-léninisme.
- des livres et romans historiques (Dix jours qui ébranlèrent le monde. Salaires, aux pièces...), des brochures (La terre à ceux qui la travaillent)...
- des livres et revues sur la Chine et l'Albanie, et d'autres publications progressistes comme le «Patriote guadeloupéen» etc.

Cette façon d'apparaître de notre part auprès d'une table de presse, fut un petit événement inhabituel qui suscita une grande curiosité des agents et bien des grimaces du côté des «chefs» membres du PCF.

Bilan : outre de nombreuses discussions avec des gens combattifs, nous avons vendu pour 65 F de livres et obtenu 15 F de souscription ! Ce n'est certes pas le «Pérou», mais fort encourageant pour nous tous.

60 millions, c'est beaucoup mais toutes les petites sommes des travailleurs continueront à faire vivre l'Humanité rouge !!!

Les communistes marxistes-léninistes du PLM et d'Austerlitz

Le calendrier 1978



Réalisé par nos propres moyens, ce calendrier permettra de contribuer à la campagne de souscription lancée par notre journal. Vous pouvez le commander à l'adresse du journal. Prix 10 F.

KLAUS CROISSANT EXTRADE
Ils ont osé !

(Suite de la page 1)

Une délégation d'avocats et d'associations de ceux-ci s'est rendue au ministère de la justice pour protester contre l'extradition. Le porte-parole du «syndicat des avocats de France a déclaré» que «cette décision était contraire à toute la jurisprudence qui existe en la matière», d'autant plus que la Chambre d'accusation a rejeté dans les débats tous les motifs graves qui avaient été relevés contre Croissant». Six organisations de juristes et d'avocats se sont élevés contre l'extradition qui «constitue une grave violation des droits de la défense et du droit d'asile et rompt avec la jurisprudence traditionnelle en France».

Les avocats de Croissant ont déclaré que venus assister leur client à la prison de la Santé, ils ont été sur ordre, refoulés et chargés par les forces de police.

Enfin, Croissant dans une déclaration remise à l'un de ses défenseurs le 16 novembre, affirmait : «Si on apprend ma mort dans une prison allemande, ce ne sera jamais un suicide».

France-Bulgarie

Quel lyrisme!

«Le paradis après 12 ans de pénitence», «Le rêve devenu superbe réalité», «Trois buts pour le paradis», «Ils ont mérité leur bonheur», «Une équipe et un jeu d'une rare densité», «Un moment inoubliable, fantastique».

Depuis mercredi soir, tous les commentateurs ont la voix émue, la larme à l'œil, ils reniflent d'émotion, le souffle court... «nous irons en Argentine!»

Mais que se passe-t-il donc de si important ? Bien sûr, les amateurs de sport, dont nous sommes, se réjouissent de voir un beau match, bien sûr, les supporters de l'équipe de France se réjouissent de la victoire de leur équipe favorite, mais quand même... Pourquoi tant et tant de bruit autour d'un match de foot ? Sans parler des télégrammes de Giscard, des félicitations de Chirac, des suspensions de séances au Parlement...

Sur le terrain, on peut se demander s'il y avait 11 joueurs français ou deux. Bien sûr, on a entendu parler un peu de Guiffou, de Lacombe ou de Six, mais aujourd'hui, les noms de Rocheteau et Platini sont certainement aussi connus que ceux de Giscard ou Mitterrand. Rocheteau, par

exemple, n'était hier encore que remplaçant à Saint-Etienne, après avoir été un temps porté aux nues il quittait les premiers rangs du hit-parade.

Et voilà qu'il marque un



Au centre : Rocheteau. L'exploit individuel ou l'oubli du public ? tel est son dilemme.

but et tout le monde «redécouvre Rocheteau» ! Est-ce là la conception qu'il faut avoir du foot-ball ? D'un joueur de foot-ball ? Est-ce ainsi qu'il faut juger de la victoire d'une équipe ? Ou de l'exploit sportif d'un joueur ?

La première réponse à toutes ces questions semble

être d'ordre financier. D'une part, 50 000 spectateurs au Parc des Princes mercredi, cela fait 132 millions de francs anciens de recette. Voilà qui mérite aux yeux des organisateurs une belle publicité.

Autre affaire financière en perspective : Platini chan-

gerait d'équipe à bref délai et Platini «coute cher»...

La seconde réponse serait d'ordre politique : est-ce un hasard, si le gouvernement extradait, discrètement, Croissant au moment-même où des millions de Français regardaient le début du match ?



Lainière de Roubaix

Manoeuvre contre un délégué syndical

Il y a quelques jours, un délégué immigré, représentant de personnel au C.E. connu et estimé pour ses positions fermes et justes en matière de lutte syndicale, a reçu la lettre suivante : « Monsieur, voici une copie de la lettre que nous avons donnée à la direction.

Nous vous informons que M. ne représente plus le syndicat CGT au sein du Comité d'Établissement à compter du 3/11/77. Recevez, Monsieur le directeur, l'expression de nos sincères salutations. »

Lettre simplement cachetée : CGT Lainière.

Il s'agit en fait de la suite donnée à un tract de la section, diffusé il y a quelques semaines et attaquant nommément le camarade en question. En effet ce tract disait : « La section doit-elle continuer à lui conserver son mandat de membre du CE dans ces conditions ? » (ces « conditions », c'est le fait que ce

camarade a diffusé la lettre qu'il avait envoyé à la section pour lui demander de mettre fin à la campagne de calomnies dont il était l'objet. La section avait alors refusé de donner connaissance de cette lettre aux travailleurs)

La lettre du camarade que plusieurs ouvriers nous ont transmise se terminait ainsi « Les travailleurs sauront juger les responsables de cette situation. »

Il faudra revenir sur cette affaire.

D'ores et déjà, les premiers résultats des élections indiquent le sens du jugement des travailleurs par rapport à l'année passée, la CGT a perdu à la Lainière plus de 500 voix.

Luttons pour des délégués qui défendent nos intérêts de classe.

Français - Immigrés tous unis.

Vive la lutte classe contre classe.

● Valenciennes

«Pseudo droit du travail»

4 travailleurs de la société Valbat à Valenciennes sont sans travail depuis le 24 octobre dernier. Leurs patrons ne leur ont toujours pas envoyé d'avis de licenciement. Ils se sont simplement entendu dire : « on n'a plus besoin de vous et on leur a proposé un certificat de travail. Sans doute voulait-on les décourager ou les intimider afin qu'ils partent d'eux-mêmes ?

Cependant ces travailleurs sont bien décidés à faire valoir les droits que leur reconnaissent les exploités et c'est bien la moindre des choses !

Information communiquée par le Cercle de presse de Somain (Nord).

● Aix en Provence Desessart SA

LUTTE CONTRE LA FERMETURE D'USINE

L'usine de Charpentes métalliques Desessart ferme : 62 licenciements sont prévus. Cette usine dépend du groupe Voyer. Celui-ci restreint, comme on dit, et prévoit en plus de la fermeture de l'usine d'Aix celle d'Hagondange et des licenciements à Tours, Paris, Rive de Gier : cela fera 367 licenciements sur un effectif total de 1173.

Mais les travailleurs du trust n'ont pas l'intention de se laisser faire et refusent tout licenciement. A Aix-en-Provence, les ouvriers, forts de leur lutte victorieuse contre les licenciements en juin dernier, (voir HR de 14 juin) unis derrière leur section CFDT, s'organisent pour la lutte. Une réunion a déjà eu lieu à l'UL CFDT pour organiser la popularisation et le soutien. Une délégation des ouvriers d'Aix va rencontrer les camarades des autres usines pour coordonner la lutte. L'occupation est envisagée à Tours et à Aix.

La section CFDT Desessart SA a remis le commu-

niqué de presse suivant : « Mardi 8 novembre, le personnel de cette entreprise aixoise de construction métallique, a été informé par le directeur de la décision de fermer l'usine d'Aix, décision prise par la direction du groupe Voyer auquel Desessart est rattaché. Cette décision a provoqué une vive inquiétude parmi le personnel, inquiétude d'autant plus vive que, cette année aura été l'année où les entreprises aixoises auront subi une forte hémorragie d'emplois (Cescosem : 147 ; ACA : 60 ; Desessart : 62 ; COD : 70 prévus) plaçant les métallos aixois face à un véritable désert industriel.

« Face à cette situation, le personnel des établissements Desessart SA se battra pour son "droit de vivre et travailler au pays" et pour s'opposer à la déportation organisée par le gouvernement sous l'hypocrisie de l'appellation de mobilité de l'emploi. »

Le comité de Parti du PCMLF appelle toute la population travailleuse aixoise

à soutenir la juste lutte contre les licenciements et la fermeture que mènent les ouvriers de l'usine d'Aix. Que chaque section syndicale fasse parvenir des messages de soutien à la section CFDT, usine Desessart - La Calade - 13100 - Aix-en-Provence.

Que chacun se prépare à la solidarité financière. Aidons les travailleurs de Desessart à gagner leur lutte qui est aussi la lutte de tous les travailleurs de notre région.

Extrait de « La Bataille », journal du comité de Parti d'Aix-en-Provence.

Pour correspondre avec le journal Téléphonez au 202-18-29

Editorial

L'emploi

Beullac ment comme il respire

Maintenant que l'on connaît un peu mieux la réalité des mesures gouvernementales concernant l'emploi on peut en montrer toute la démagogie.

Le fondement de ces mesures est prétendument d'assurer « du travail aux Français » face à la crise. Donc, conséquence immédiate, rendre les immigrés responsables de la crise. Pour cela, le gouvernement prend des initiatives : les mesures Stoléru, le trop célèbre et fameux secrétaire d'État aux travailleurs manuels. On étend le million, on interdit la venue des familles des immigrés et on expulse à tour de bras.

Quant aux chiffres du chômage, Beullac joue les Madame Soleil, il annonce 5 % de chômeurs en moins pour octobre par rapport au mois de septembre alors que même les Échos, le journal patronal déclare que le chômage a augmenté du fait notamment de la baisse des offres d'emplois.

En fait, on peut aisément comprendre comment Beullac trouve moins de chômeurs.

Il existe la « ligne d'emploi ». Qu'est-ce que c'est ? Il s'agit d'une préinscription destinée à ne remettre au demandeur d'emploi que la moitié de son dossier. On lui donne son dossier d'aides, allocations, mais le dossier qui reste à l'agence et qui permet l'entrée dans les statistiques n'est fait que 15 jours plus tard. Cela est parait-il fait pour défavoriser l'« autonomie » des demandeurs d'emploi. Le résultat est que les jeunes dans un bon pourcentage ne reviennent pas et le tour est joué.

Savez-vous aussi qu'entre les deux statistiques publiées 104 800 personnes ont disparu, envolées par miracle. Ce sont les « chômeurs bruts », c'est-à-dire les non comptés dans les savantes variations saisonnières.

En outre, Beullac qui s'y connaît en chômage, le résultat est là pour le prouver, a décidé en son âme et conscience, que les jeunes en attente d'incorporation dans moins de six mois et ceux qui sont en attente d'un emploi assuré (même temporaire ou saisonnier) vont être décomptés du nombre des chômeurs. Et les stages dans la lignée de la loi de juillet 1977, décidés dans le cadre de l'opération jeunes emplois ?

Un petit exemple, la société Socaltra-Levivier, filiale du groupe Empain, a pris en stage pratique le 21 octobre dernier, un jeune de 17 ans qu'elle avait déjà employé pendant un an. Employé par la société, il gagnait 1 861,67 F par mois pour 40 heures par semaines. Stagiaire aujourd'hui, et payé par l'État capitaliste, il gagne 410 F par mois.

Nous parlerons dans un prochain article des implications des mesures pour les jeunes ouvriers ou employés notamment par des correspondances que nous avons reçues et qui toutes montrent que les décisions gouvernementales sont à combattre sérieusement prioritairement dans les syndicats surtout à un moment où une grève nationale de soutien à la gauche est décidée par les grands syndicats.

● Béziers- La Littorale

SUCCES DU MEETING DE SOLIDARITE AUX GREVISTES

Le meeting de soutien aux travailleurs de la Litto-

rale a rassemblé plus de cinq cents personnes dont de nombreux ouvriers et des travailleurs habitant les quartiers voisins de l'usine.

Les grévistes ont fermement souligné qu'il n'était pas question de reprendre le travail tant qu'il y aurait des ris-

menons actuellement permettra d'éviter le genre d'accident que nous avons eu, parce que, finalement, je me rends compte que malgré tous les soins que j'ai reçus, je n'ai pas vraiment retrouvé mon équilibre physique, alors j'espère que nous réussirons, c'est tout.

les municipales, devant les inquiétudes soulevées par le comité de lutte contre la pollution, avait promis beaucoup de choses : « si on est élu, on s'occupera de ça, ne vous inquiétez pas ».

Il a fallu que quatre ouvriers soient intoxiqués il a fallu la grève totale pour que les problèmes de sécurité soient à l'ordre du jour.

Au moment où certains voudraient tout mettre entre les mains de la municipalité, nous voudrions dire aux nombreux travailleurs qui n'ont pas en elle une confiance aveugle : attention ! Souvenez-vous la municipalité s'est aussi occupée des grévistes de la Cambrone en voulant "arranger les deux parties" et a fait abandonner le piquet de grève pour montrer au patron la bonne volonté des travailleurs à négocier. Et dès l'abandon du piquet, les travailleurs ont été foutus. Résultat, vous le connaissez : 41 jours de grève pour quelques miettes en échange de 9 licenciements.

Alors ne vous fiez pas aux promesses ou aux belles paroles de ces messieurs : c'est votre unité à vous, votre détermination à tenir bon, votre grève et votre piquet de grève, le soutien et la lutte des quartiers voisins ainsi que des autres travailleurs qui sont les facteurs de la victoire.

Correspondant HR.



Pendant que se tient l'assemblée générale, un piquet de grève restreint mais efficace monte la garde.

ques pour la santé des travailleurs et des habitants des alentours ; que pour gagner, il est indispensable que se forge l'unité, dans la lutte, des grévistes et des habitants ainsi que la population de Béziers, que le trust Carbide était responsable de cette pollution (*) et que c'était à lui de garantir les conditions de sécurité

Trois travailleurs intoxiqués sont intervenus : « J'espère et je souhaite, a dit l'un d'eux (A-lain) que la lutte que nous

La CSCV et le comité de lutte contre la pollution étaient là et ont déclaré qu'ils ne cesseraient de lutter tant que cette affaire ne serait pas réglée.

Cet avertissement était lancé au responsable municipal, membre du PS représentant le maire Balmiger (PC). Ce membre du PS participait, dans le cadre de l'ancienne municipalité de droite Brousse, à l'installation de cette usine si dangereuse : quelqu'un dans la salle le rappela. Il faut aussi savoir que Balmiger, au cours de sa campagne électorale pour

* La Littorale produit le TEMIK le plus toxique des pesticides.